

Les théories de la décroissance : enjeux et limites

Jean-Marie Harribey

Cahiers français, « Développement et
environnement »,
n° 337, mars- avril 2007, p. 20-26 ¹

Depuis le dernier quart du XX^e siècle – et le début du XXI^e a confirmé ce mouvement – s’est imposée progressivement la conscience d’une crise écologique d’origine anthropique inédite. Les multiples pollutions, de l’air, de l’eau, des sols, la diminution de la diversité biologique, l’épuisement à brève échéance des ressources naturelles non renouvelables, notamment des ressources énergétiques d’origine fossile, le réchauffement climatique à cause d’une trop grande émission de gaz à effet de serre, ont atteint un point tel que les équilibres naturels sont perturbés et que les conditions de la vie sont hypothéquées. Ces menaces sont globales mais visent en premier lieu les populations les plus pauvres, qui seront les premières touchées par l’élévation du niveau des océans et qui sont déjà contraintes d’accueillir sur leur sol nombre de déchets en provenance des pays industrialisés.

La simultanéité de cette crise écologique avec une crise sociale renforce le caractère inédit de la situation : chômage, précarisation de la force de travail, mise en concurrence des systèmes sociaux par la libéralisation des services publics et de la protection sociale, semblent bien résulter du nouveau régime d’accumulation à dominante financière qu’impulse le capitalisme aujourd’hui mondialisé.

Ainsi la croissance économique infinie est-elle mise en cause pour son productivisme dévastateur, mais, au-delà, les promesses du développement dont pourraient profiter tous les êtres humains n’ayant pas été tenues, celui-ci est à son tour mis en

question. Se saisissant de la problématique de la conciliation entre les objectifs de développement et ceux de préservation de l’environnement, l’ONU a fait adopter par tous les Etats l’objectif de *développement durable* (*soutenable* en anglais) défini par la Commission mondiale sur l’environnement et le développement [Rapport Brundtland, 1987]. Équité intra-générationnelle et équité inter-générationnelle sont au cœur de cette définition qui a fait le tour du monde : « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » [1987, p. 10].

Cependant la notion de soutenabilité se prête à deux interprétations diamétralement opposées. L’une, dite faible, postule la substituabilité continue entre les facteurs de production, qui sera permise par le progrès technique, à condition que l’on internalise les effets externes, soit par le biais d’une tarification, soit par celui de l’instauration de droits de propriété sur les biens naturels pour en permettre ensuite l’échange libre sur un marché *ad hoc*. La maximisation de l’utilité de toutes les générations est fondée sur une relation de préférence invariante dans le temps et est identifiée à une croissance perpétuelle de la consommation par tête. L’autre conception, dite forte, postule la complémentarité des facteurs, renonce à l’hypothèse de rationalité d’individus isolés et autonomes et envisage une régulation politique à la place de celle du marché. La première conception étant largement dominante, aussi bien parmi les économistes de l’environnement que parmi les décideurs politiques et économiques, le développement durable est récusé par ceux qui pensent qu’il ne sert que de paravent à la poursuite d’une croissance économique sans fin, d’autant que le rapport Brundtland la déclare nécessaire [1987, p. XXIII].

Cela explique l’émergence ou la réémergence de critiques du développement allant bien au-delà de la vision du développement durable, devenue au fil des ans largement consensuelle. Parmi elles, la *décroissance*, alliée le plus souvent au *refus du développement*, occupe aujourd’hui une place originale, à défaut d’être pleinement convaincante. Sur fond de crise écologique

¹. Les *Cahiers français* ont raccourci légèrement le texte, supprimé l’encadré sur la thermodynamique, réduit celui sur la démographie et supprimé une partie de la bibliographie.

avérée, cette thèse a repris et renouvelé une problématique ancienne et atteint maintenant une audience qui, tout en restant modeste, l'a fait sortir de la marginalité. Nous proposons ici de revenir sur les origines de la proposition de décroissance, d'en préciser le contenu et d'en cerner les enjeux et les limites.

Les origines de la décroissance

La notion de décroissance a trois sources d'inspiration principales, correspondant à trois moments de l'histoire des sciences et des idées économiques et politiques : l'économie politique, l'écologie et la thermodynamique associée à la complexité.

L'économie politique et la décroissance

Dès la naissance de l'économie politique, ses concepteurs avaient attiré l'attention sur le risque d'« état stationnaire » qui guettait le capitalisme. En particulier, David Ricardo [1817], beaucoup plus pessimiste que son prédécesseur Adam Smith, pronostiquait que, en raison de la diminution des rendements agricoles consécutive à la mise en culture de terres de moins en moins fertiles pour répondre aux besoins d'une population croissante, les rentes versées aux propriétaires fonciers augmenteraient, les prix agricoles et les salaires ouvriers également, et au bout du compte les profits capitalistes seraient entraînés à la baisse : les capacités d'investissement se raréfiant, le capitalisme était condamné à l'état stationnaire.

Thomas Robert Malthus [1798, 1820] aboutit à une conclusion identique. En partie pour la même raison que Ricardo, qui s'en était d'ailleurs inspiré : la rente foncière ne peut qu'augmenter. Cependant, loin de représenter une menace, la limite qu'engendre cette hausse est salutaire car, ainsi, un frein est mis à la tendance à la croissance démographique exponentielle. « De l'utilité de la misère » qui ralentit la propension des hommes à procréer, alors que, à l'inverse, les lois sur les pauvres sont

néfastes. Malthus avance une raison supplémentaire du blocage vers lequel tend le système économique : l'insuffisance de la demande de consommation et d'investissement, à cause de la concentration de la richesse et du manque de débouchés – contrairement à l'affirmation de la loi de Jean-Baptiste Say –, condamne à long terme la croissance économique.

Tant chez Ricardo que chez Malthus, on sent le regret d'avoir à faire ce constat. On devra attendre John Stuart Mill [1848] pour se réjouir d'une telle perspective. Loin d'adhérer à une vision utilitariste sommaire, il affirme : « J'espère sincèrement pour la postérité qu'elle se contentera de l'état stationnaire longtemps avant d'y être forcée par la nécessité. » [1953, p. 300]. Mill, de façon prémonitoire, dissocie le progrès humain de la croissance économique, fustige le développement illimité de l'agriculture et assigne à l'industrie l'objectif de diminuer le temps de travail : « Il n'y a pas grand désir à considérer un monde [...] où il resterait à peine une place où pût venir un buisson ou une fleur sauvage, sans qu'on vînt aussitôt les arracher au nom des progrès de l'agriculture. [...] Il n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immutabilité du progrès humain. [...] Les arts industriels eux-mêmes pourraient être cultivés aussi sérieusement et avec autant de succès, avec cette seule différence qu'au lieu de n'avoir d'autre but que l'acquisition de la richesse, les perfectionnements atteindraient leur but, qui est la diminution du travail. » [1953, p. 300].

Réduire le temps de travail est l'un des enjeux les plus directs de la lutte des classes depuis l'aube du capitalisme industriel. Et c'est aussi, jusqu'à nos jours, l'une des pommes de discorde, d'une part, entre les keynésiens se référant au Keynes des *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* [1930] pronostiquant une semaine de 15 heures de travail et ceux plus enclins à se contenter du Keynes régulateur de la *Théorie générale* [1936], et, d'autre part, au sein de l'écologie politique moderne partagée entre le mythe de la « fin du travail » rendant illusoire toute recherche du plein emploi et au

contraire l'ambition du partage du travail au fur et à mesure des gains de productivité.

L'économie politique est donc, dès l'origine, traversée par les contradictions qu'engendre le développement du capitalisme. Marx, lui-même, sera à la fois admirateur du « développement des forces productives » et contempteur des rapports sociaux dans lesquels il se produit. Louant, avec Engels, dans le *Manifeste communiste* [1848], les mérites de la bourgeoisie d'avoir fait sortir l'humanité de l'état de nécessité, il n'en écrira pas moins : « La vraie richesse étant la pleine puissance productive de tous les individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible. » [1968, p. 308], et « L'économie vraie, l'épargne, consiste à économiser du temps de travail. » [1968, p. 310].

Les questionnements de l'économie politique au sujet de l'avenir de la croissance s'arrêtèrent là. Ensuite, ils ne furent repris qu'aux marges de l'orthodoxie dont le noyau devint au XX^e siècle la théorie néoclassique. Les économistes qui osèrent mettre en doute les bienfaits de la croissance comme John Kenneth Galbraith [1975] ou la pertinence de l'indicateur PIB comme Bertrand de Jouvenel [1968] furent rares.

Une place à part doit être faite au Rapport au Club de Rome préparé par une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology dirigée par Dennis Meadows [1972]. Publié en France sous le titre *Halte à la croissance ?*, les limites matérielles de la planète y étaient affirmées et le rapport se prononçait pour un état d'équilibre global et stable après que les pays riches auraient arrêté leur croissance et que les pays pauvres auraient accompli la leur pour satisfaire leurs besoins essentiels. Critiqué par les tenants d'une croissance perpétuelle, le rapport fut accusé de malthusianisme. La crise économique du début des années 1970 le fit passer au second plan.

L'écologie et la décroissance

Les théories actuelles de la décroissance trouvent également leurs

sources chez quelques ancêtres de l'écologie politique et, pour une part, sont inspirées par le courant de l'écologie profonde.

Sur le plan philosophique, l'auteur majeur est sans conteste Hans Jonas qui a théorisé le « principe de responsabilité » [1979] à l'égard des générations futures. Reformulant l'impératif catégorique kantien, il indique que « l'existence une fois donnée réclame légitimement la continuation de son existence » [1990, p. 76]. L'« heuristique de peur » [1990, p. 49] doit hâter les prises de conscience en « prêtant davantage l'oreille à la prophétie du malheur qu'à la prophétie du bonheur [1990, p. 54]. Jean-Pierre Dupuy [2002] a prolongé cette idée dans une théorie du « catastrophisme éclairé ». Jonas récuse la notion d'utopie, notamment l'utopie marxiste selon laquelle l'abondance ferait passer l'humanité du « règne de la nécessité » au « règne de la liberté ». Il préconise donc une attitude de « renoncement » pour les pays développés dont le style de vie est « dilapidateur » [1990, p. 217-218].

André Gorz [1975, 1988] a montré que, dans la mesure où le travail a pour finalité l'échange marchand, l'individu n'est plus maître de déterminer lui-même le niveau de ses besoins et celui de l'effort qu'il est prêt à fournir. La rationalité capitaliste recule toujours la limite de la nécessité : elle exclut la notion de « suffisant » [1988, p. 142] qui, dans la société traditionnelle, était une catégorie centrale parce qu'elle réglait « l'équilibre entre le niveau de satisfaction et le volume de travail pour soi » [1988, p. 142] ; une norme du suffisant est devenue incompatible avec la recherche du rendement maximum.

La décroissance trouve aussi dans la pensée anti-institutionnelle d'Ivan Illich [1971, 1973, 1975] l'une de ses sources les plus importantes. Illich s'est livré à une critique en règle des institutions comme l'école et la médecine, coupables de priver l'individu de son autonomie et de provoquer une perte de convivialité. L'usage démesuré de la technique engendre une « contre-productivité », dont l'exemple le plus fameux est celui de la vitesse permise par l'outil automobile : la vitesse réelle est dérisoire si l'on additionne les temps de fabrication,

d'entretien, d'embouteillages et de circulation. Illich s'oppose donc à la croissance économique à cause des menaces qu'elle fait peser sur l'environnement, sur l'autonomie des individus, sur leur créativité, sur leur capacité d'intervention politique et sur leur enracinement dans une culture.

Le sociologue et théologien protestant Jacques Ellul [1954] – auquel on associe souvent son ami Bernard Charbonneau [1973] – a développé une critique du phénomène technique dans lequel il voit une objectivation de la volonté humaine de maîtriser le monde qui l'entoure. Mais la Raison, au nom de laquelle cette entreprise est menée, n'est qu'une forme de déraison vidant de leur sens les actions humaines. La sortie du système technique ne pourra alors se faire que par une conversion spirituelle car la médiation politique est impuissante à redonner l'« espérance ». Le refus du productivisme découle de cet appel au retour de la spiritualité.

Bien que l'ensemble de l'écologie politique recouvre une réalité beaucoup plus complexe et différenciée, une fraction en son sein est influencée par le courant de la *deep ecology*. Fondée par le philosophe norvégien Arne Naess [1973], cette notion d'« écologie profonde » s'est surtout répandue aux Etats-Unis. Elle prône un radicalisme écologique et oppose un « biocentrisme » à une écologie anthropologique, car toutes les espèces végétales et animales ont droit à la vie, à l'égal de l'espèce humaine. L'ordre naturel est le point de départ et le point d'arrivée de toute réflexion. Le biophysicien James Lovelock [1979] soutient l'hypothèse selon laquelle la Terre est un être vivant qu'il appelle « Gaia », du nom grec de la déesse Terre. Cette hypothèse plus proche du *new age* que de l'écologie politique est assez peu reprise en Europe et en France. Toutefois, par l'intermédiaire d'Edward Goldsmith [2002], de sa revue *The Ecologist* et de l'édition française de celle-ci *L'Ecologiste*, nombre de théoriciens et de militants de la décroissance se retrouvent au carrefour de l'écologie fondamentaliste, de la critique de la modernité et du retour à la spiritualité.

La thermodynamique, la complexité et la décroissance

C'est au mathématicien-économiste d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen que l'on doit la proposition d'appliquer à l'économie les lois de la thermodynamique (voir encadré). Dans une série d'articles publiés pendant la décennie 1970 et rassemblés dans un ouvrage portant le titre *Demain la décroissance* [1979], Georgescu-Roegen s'est attaché à montrer que « l'entropie d'un système *clos* augmente continuellement (et irrévocablement) vers un maximum ; c'est-à-dire que l'énergie utilisable est continuellement transformée en énergie inutilisable jusqu'à ce qu'elle disparaisse complètement » [1995, p. 81-82]. Selon lui, les activités économiques s'insèrent dans un univers physique soumis à la loi de l'entropie. Le développement économique est donc fondé sur l'utilisation inconsidérée du stock terrestre d'énergie accumulé au cours du temps. Si des progrès peuvent être réalisés pour diminuer l'intensité de la production en ressources naturelles et en énergie, ils sont le plus souvent annihilés par un « effet rebond », c'est-à-dire par l'augmentation plus que proportionnelle de la production. De même, la dématérialisation de l'économie n'est que relative puisque les productions agricole et industrielle continuent de croître de manière absolue. Le système économique étant un sous-système de la biosphère, Herman Daly [1992] confirme que la croissance économique ne peut être durable.

Parallèlement à la thèse de Georgescu-Roegen, une approche systémique, prenant en compte la complexité – celle-ci est théorisée notamment par Edgar Morin [2001] – et les interactions des phénomènes, rompt avec la vision de l'univers en termes de répétitivité, d'immuabilité, de déterminisme et de réversibilité. Elle inaugure une vision en termes d'évolution et d'irréversibilité. Le temps est réintroduit car, au lieu de se cantonner aux seules lois éternelles, la science physique travaille aujourd'hui de plus en plus sur l'histoire de l'univers et de la matière. Associées, l'approche systémique et celle de la décroissance redéfinissent l'activité économique qui, par essence, provoque des

rejets, bouscule les rythmes naturels, réduit la diversité biologique et ne peut qu'accélérer le processus d'entropie, au terme duquel toute différence génératrice de mouvement et de vie aura disparu.

L'application de la loi de l'entropie à la planète Terre a cependant été contestée par les physiciens car la Terre n'est pas un système isolé, grâce au flux d'énergie solaire qui permet la reproduction et la complexification de la vie. René Passet [1979] reprend à son compte la notion de « destruction créatrice » de Schumpeter et en tire la conclusion qu'il est possible de limiter les dégâts de croissance économique tout en promouvant un développement durable qui se définit moins par la durabilité des choses que par la reproduction des fonctions. Plus encore, c'est le renouvellement des choses qui permet la reproduction des fonctions.

Il n'en reste pas moins que Georgescu-Roegen reste la principale référence scientifique des théoriciens actuels de la décroissance. Ils y puisent l'idée juste qu'une croissance économique matérielle infinie est impossible dans une Terre limitée, puisque la reproduction et la complexification de la vie se font sur une échelle de temps qui n'a rien de commun avec le temps de la décision humaine. Ils y trouvent également un fondement de la construction de l'indicateur appelé « empreinte écologique » élaboré par William Rees et Mathis Wackernagel [1996] qui mesure la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines. Selon des calculs de l'organisation *Redefining Progress*, il faudrait aujourd'hui quatre à cinq planètes si toute la population mondiale consommait comme un habitant des Etats-Unis d'Amérique.

La thermodynamique

La thermodynamique est une partie de la physique qui étudie les relations entre les phénomènes mécaniques et thermiques. Les lois de la thermodynamique énoncées par Sadi Carnot (1796-1832), Rudolf Clausius (1822-1888) et William Thomson (1824-1907) au XIX^e siècle établissent deux principes essentiels. Le premier, appelé *principe de conservation de l'énergie*,

indique que la quantité d'énergie dans l'univers reste constante ; le second, appelé *principe de dégradation* ou *entropie*, établit que la quantité d'énergie, bien que constante, se transforme de plus en plus en chaleur irrécupérable, non réutilisable. Au cours des années 1960, le mathématicien et économiste d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) a tenté d'appliquer à l'économie ces principes. [...].

Or la Terre n'est pas un système isolé : c'est un système qui reçoit un flux permanent d'énergie solaire. Les lois de la thermodynamique de Carnot, valables pour un système isolé, ne sont plus applicables dans les systèmes où se déroule un processus de « destruction-crétion-complexification », selon les travaux du physicien belge d'origine russe Ilya Prigogine (1917-2003) et de l'économiste René Passet. Ce processus naît du flux d'énergie solaire qui rend possible la structuration et la complexification du vivant. Il existe alors une possibilité d'insérer des activités humaines qui n'aboutissent pas inéluctablement à la destruction de la biosphère à condition de ne pas dépasser les flux de reconstitution. Reste un dernier point, sans doute indépassable, mais qui alimente les discussions scientifiques : si la Terre est un système ouvert en termes d'énergie, elle ne l'est pas en termes de matière et la loi de l'entropie s'appliquerait donc à cette dernière au fur et à mesure que l'activité humaine en utiliserait les ressources. En effet, le processus de structuration et de complexification se fait sur une échelle de temps (centaines de millions d'années) incommensurable avec celle à l'intérieur de laquelle l'homme pense son activité (quelques décennies) : la contrainte de rareté de certaines ressources naturelles et l'impossibilité d'un recyclage total s'imposent alors.

Extraits de Attac [2006, p. 335-336].

Le contenu de la décroissance : refus du développement et du progrès

Il n'existe pas un corpus unique et cohérent théorisant la décroissance, entendue comme une diminution de la production. Des auteurs d'origines diverses s'expriment sur ce sujet en occupant des champs différents qui

s'adressent à des publics eux-mêmes différents : on y trouve des universitaires renommés et aussi des organes de presse militants (*Silence*, *L'Ecologiste*, *La Décroissance*), dans un environnement souvent constitué en réseaux, l'ensemble pouvant être considéré comme l'une des multiples facettes de la grande mouvance « altermondialiste », très partagée sur les questions posées par le développement.

On peut néanmoins dégager un axe principal et fédérateur du courant de la décroissance, tout au moins chez ses principaux théoriciens qui bénéficient en France d'une certaine audience médiatique. C'est celui de la critique radicale du développement et du progrès, allant même jusqu'à récuser définitivement ces notions.

Le premier argument invoqué, notamment par François Partant [1988], Serge Latouche [1989, 2001, 2003, 2006] et Gilbert Rist [1996], est de constater que le développement fut, au cours de l'histoire moderne, le vecteur de la domination occidentale sur le reste du monde. Domination économique, politique, souvent militaire, et surtout culturelle. Elle s'est soldée par la désintégration des économies et des sociétés traditionnelles, sans même que les populations ainsi déstructurées et acculturées aient pu, dans leur grande majorité, accéder aux bienfaits supposés du développement.

Un deuxième argument consiste à récuser la distinction traditionnelle faite par les économistes du développement entre croissance et développement, la première étant la condition nécessaire mais non suffisante du second, celui-ci intégrant les aspects qualitatifs de l'amélioration du bien-être. Le motif est que, historiquement, on n'aurait jamais constaté l'une sans l'autre, et que les dégâts de l'une sont aussi les dégâts de l'autre. Les théoriciens de la décroissance assimilent l'ensemble de l'économie du développement au paradigme de William Rostow [1960] selon lequel le schéma des « cinq étapes de la croissance » conduit nécessairement au bien-être. Ils assimilent donc ainsi toutes les théories et les stratégies de développement, aussi hétérodoxes qu'elles aient prétendu être, à ce modèle linéaire dans

lequel il est impossible de distinguer croissance et développement, pour le meilleur et pour le pire, le bilan étant nettement défavorable.

Il en résulte une dénonciation catégorique du développement « durable », « soutenable », « humain » ou associé à un quelconque autre qualificatif, car il s'agit, selon le mot de Latouche, d'un oxymore. Le développement ne peut être autre que ce qu'il a été, comme naguère certains parlaient du « socialisme réellement existant ». Et s'il n'y a pas d'autre développement que celui-ci, c'est parce que l'Occident a « inventé l'économie », entendue comme activité séparée du reste de la société et lui imposant sa logique de rationalisation. Autrement dit, les théoriciens de la décroissance reprennent la notion de désencastement de Karl Polanyi [1944], mais en la prolongeant de manière inattendue, tantôt en proposant de réencaster l'économie dans le social, tantôt en proposant de « sortir de l'économie » pour se défaire définitivement de l'économisme. La décroissance serait alors, selon Paul Ariès, un « mot obus », afin de « décoloniser l'imaginaire », ajoute Latouche en reprenant un concept de Cornelius Castoriadis [1990].

La thèse décroissanciste entend donc se situer au niveau de la philosophie politique, puisque nombre de ses théoriciens remettent en cause la philosophie des Lumières qui nous a légué une conception du progrès qu'il ne suffit pas de considérer comme dépassée car elle contient en elle la domestication de la nature et un universalisme des valeurs et des droits qui fait fi de la diversité culturelle dans le monde. Ce versant relativiste est revendiqué avec plus ou moins de force à l'intérieur du courant de la décroissance ; en effet, il constitue l'un des différends en son sein et l'une des principales raisons conduisant à s'en démarquer.

Les limites de la thèse de la décroissance

Les critiques adressées à la thèse de la décroissance et du refus du développement n'invalident pas celles qui sont portées contre le productivisme. Mais elles visent à poser dans toutes leurs dimensions les termes d'un

débat qui n'est à ce jour qu'amorcé. Les unes relèvent du registre économique, les autres, plus complexes, relèvent de la philosophie politique.

Quelles bornes à la décroissance ?

Si ce mot d'ordre était appliqué indistinctement, et *a fortiori* sans limite, à tous les types de productions et à toutes les populations du monde, il omettrait deux éléments essentiels : les tendances démographiques et les besoins humains.

Selon les projections moyennes aujourd'hui réalisables, la population mondiale augmentera de moitié dans les 50 ans à venir (voir encadré). La croissance démographique n'est plus exponentielle puisqu'elle tendra à se stabiliser, mais la thèse de la surpopulation est tout de même, au moins implicitement, répandue parmi les partisans de la décroissance. Selon Naess, la diminution de la population mondiale est impérative. Jusqu'où ? La question n'a pas de réponse nette : Latouche [2006, p. 144] évoque le nombre de 3 milliards, celui de la population en 1960, date à laquelle l'humanité aurait dépassé une empreinte écologique de 100%. Mais personne ne se risque à dire comment y parvenir, tellement le principe même de cette proposition va au-delà du malthusianisme, remis au goût du jour par Paul Ehrlich [1972], pour rejoindre les thèses eugénistes.

Les partisans de la décroissance restent également évasifs sur le point jusqu'où il faudrait faire décroître la production. Seul Latouche [2006, p. 261] avance l'idée de revenir à « une production matérielle équivalente à celle des années 60-70 ». S'il s'agit du niveau atteint à cette date par les pays riches, cela signifie que les pays pauvres auraient le droit de les rejoindre à ce niveau ; or Latouche récuse le principe même de cette imitation, synonyme selon lui d'acculturation. Sans parler du fait que c'est le productivisme débridé enclenché pendant les Trente Glorieuses dont nous payons le prix aujourd'hui.

Démographie et décroissance de la production

La population mondiale augmentera vraisemblablement de moitié dans les 50 ans à venir et plus de 96% de cette hausse se produira dans les pays pauvres dont la population augmentera de 60%, tandis que celle des pays riches augmentera de 10%. La part des premiers dans la population mondiale passera de 83% à 88%. Pour fixer les idées, que donnerait sur le plan quantitatif une faible baisse annuelle de la production dans les pays riches et une hausse de la production simplement mineure dans les pays pauvres ?

Si le PIB par tête diminuait de 1% par an pendant 50 ans dans les pays riches, cela donnerait une baisse de 39,5% ($\times 0,605$).

Avec une population dans les pays riches augmentant de 10% en 50 ans, le PIB total serait multiplié par :

$$0,605 \times 1,1 = 0,665$$

Leur PIB total diminuerait de 33,5%.

Si dans le même temps, le PIB par tête des pays pauvres et émergents augmentait de 1% par an, il augmenterait de 64,5% en 50 ans ($\times 1,645$).

Avec une population dans ces pays augmentant de 60% en 50 ans, le PIB total serait multiplié par :

$$1,645 \times 1,6 = 2,63$$

Leur PIB total augmenterait de 163%.

Avec ces deux hypothèses, par combien le PIB mondial serait-il multiplié en 50 ans ? En choisissant de mesurer le PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, il est aujourd'hui réparti approximativement ainsi : 60% pour les pays riches et 40% pour tous les autres, donc une fois et demie de plus pour les pays riches¹. Le coefficient multiplicateur du PIB mondial s'écrirait alors :

$$\frac{0,665 \times 1,5 \text{ PIBpauvres} + 2,63 \text{ PIB pauvres}}{1,5 \text{ PIB pauvres} + \text{PIB pauvres}} = 1,45$$

Le PIB mondial augmenterait de 45%. Si l'on avait retenu l'hypothèse – qui ne paraît pas démesurée – d'un taux de croissance du PIB par tête de 2% par an dans les pays pauvres, on aurait obtenu une hausse du PIB des pays pauvres de 330% en 50 ans et une hausse du PIB mondial de 112%.

Si l'intensité de la production en ressources naturelles et en énergie restait stable, les besoins de celles-ci croîtraient proportionnellement au produit. La

décroissance des riches ne résout donc pas à elle seule le problème posé.

1. Estimation effectuée à partir de Banque mondiale [2004, tableau 1, p. 290-291].

L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire [Latouche, 2003, p. 131] est-elle recevable ? Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, sans eau potable, sans écoles, sans hôpitaux, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles si l'on appelle *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. En récusant le concept de développement, les théoriciens de la décroissance s'éloignent d'ailleurs de leur inspirateur Georgescu-Roegen qui ne le confondait pas avec la croissance [1995, p. 104]. De même, la déconnexion du développement de la croissance est envisagée par Daly [1996]² ou par les économistes d'Attac [2004]³. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le productivisme sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation précédant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable. La question des transitions pour

modifier les sources énergétiques, les systèmes de transports, les modes de chauffage, l'habitat, l'urbanisme, etc., est évacuée. De plus, si la décroissance intervenait de manière globale dans les pays riches, l'impasse serait faite sur la précarisation du salariat intervenue au cours des trente dernières années et sur la recrudescence d'une pauvreté de masse.

Enfin, bien que le PIB soit critiquable en tant qu'indicateur de bien-être, il contient le produit non marchand (éducation, santé, etc.), vecteur d'une socialisation d'une partie de la richesse produite et d'une redistribution, même si elle est modeste, des revenus. En France, un quart du PIB est socialisé sous forme de services non marchands et près d'un autre quart est redistribué sous forme de transferts sociaux. La réflexion sur l'utilité sociale de la production, c'est-à-dire sur son contenu, devrait s'inscrire dans un programme de recherche visant à réhabiliter la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange [Harribey, 2005]. Dans ce cadre, Daly [1996], les économistes d'Attac [2004] peuvent envisager de déconnecter le développement de la croissance. Au contraire, sortir de l'économie monétaire, comme le laissent entendre certains partisans de la décroissance, ne pourrait déboucher que sur un recul des solidarités collectives et un refuge dans les assistances individuelles, familiales ou communautaires, pendant que les compagnies d'assurances prospèreraient sur fond de désocialisation de la richesse.

Quelle épistémologie ?

A trop répéter que l'économie a été inventée par l'Occident, on risque de confondre l'acte de production – qui est une catégorie anthropologique – et les conditions sociales de sa réalisation – catégorie historique –, ou le « procès de travail en général » et le « procès de travail capitaliste », comme disait Marx. D'où les assimilations par certains théoriciens de la décroissance entre l'économie et le capitalisme, leur affirmation qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie, leur refus de considérer avec attention les expériences d'« économie

² Daly [1996, p. 11] : « Le développement durable doit être un développement sans croissance. »

³ Attac [2004, p. 205-206] : « L'orientation adoptée ici est donc celle du *refus du développement actuel totalement disqualifié* et d'un *choix en faveur d'un développement radicalement requalifié* autour de : 1) la priorité donnée aux besoins essentiels et au respect des droits universels indivisibles ; 2) l'évolution vers une décélération progressive et raisonnée de la croissance matérielle, sous conditions sociales précises, comme première étape vers la décroissance de toutes les formes de production dévastatrices et prédatrices ; 3) une nouvelle conception de la richesse réhabilitant la valeur d'usage en lieu et place de la marchandisation capitaliste ».

solidaire » et plus généralement tout projet d'économie non capitaliste. Car tout raisonnement économique est jugé économiciste ; ainsi, l'opprobre est jeté sur tous les économistes, accusés d'avoir « bousillé la planète » [Ariès, 2005, p. 83]. Selon cette thèse, l'« effondrement environnemental n'est que la conséquence de l'effondrement symbolique et institutionnel de la société » [Ariès, 2005, p. 35] : tout se joue donc au niveau des représentations, tandis que les logiques matérielles et les rapports de force disparaissent.

Le paradoxe est que le courant de la décroissance adopte une posture très critique à l'égard du capitalisme. Mais la critique de celui-ci se fait le plus souvent au nom du passé. Les communautés traditionnelles sont magnifiées alors qu'elles connaissaient pour la plupart des phénomènes de domination, notamment des hommes sur les femmes. Bien que plusieurs théoriciens de la décroissance les plus en vue, notamment les théoriciens français, ne soient aucunement liés au courant de l'écologie profonde, les thèses de celle-ci voisinent avec celles de la décroissance. Si la Terre est un être vivant ressortissant à un ordre cosmique autonome et supérieur à l'espèce humaine, elle est sacralisée et l'ordre social est biologisé. La société est un corps biologique qui se décompose sous les coups de l'occidentalisation, rongée par le cancer de la modernité. Il y aurait donc une essence humaine dont la science et la modernité nous auraient dépossédés, en même temps qu'elles nous auraient fait quitter un ordre naturel qu'il s'agit de retrouver. Cyril Di Méo [2006, p. 26] accuse cette vision biologisante de correspondre à une « rhétorique réactionnaire » [Hirschman, 1991] ou à une « pensée louche » [Bourdieu, 1988] dont la question démographique est une illustration : certains prônent un retour à Malthus, voire à l'eugénisme d'Alexis Carrel [1935]. Di Méo avance l'hypothèse que la recherche d'un ordre supposé naturel rassurant est la transposition des angoisses devant le tragique de l'existence tel que le définit le philosophe Clément Rosset [1993] : le refus de la finitude de l'Homme dans un univers qui apparaît comme infini conduit à se réfugier

dans des arrière-mondes religieux.

L'un des sous-courants de l'écologisme appelé « écoféminisme » associe la fertilité féminine à la fertilité biologique ; ainsi, les femmes sont-elles les mieux à même de respecter la nature malmenée par le système patriarcal et d'aller vers la décroissance. Cette vision naturalise la position de dominé(e) et est à l'opposé de l'idée de genre qui vise à analyser les constructions socio-culturelles des rapports entre les sexes.

La naturalisation des conditions sociales et le retour du religieux vont de pair avec la délégitimation du politique. L'espace politique comme lieu de médiation et de transformation est répudié au nom d'une radicalité libertaire ou religieuse [Charbonneau, Ellul] et la méfiance s'installe vis-à-vis de l'Etat-providence et de ses institutions [Illich]. L'espace individuel est conçu comme le seul espace possible de transformation sociale et nourrit la dépolitisation des sociétés individualistes, c'est-à-dire la crise du politique.

Sur quoi fonder l'écologie demande Goldsmith [2002] ? Pas sur la science mais sur la foi, répond-il. Il s'agit donc de réenchâter le monde. Alors que la modernité avait laïcisé la société, confinant la religion à la sphère privée, le religieux est réintroduit dans l'ordre politique pour détruire celui-ci comme lieu de construction de la cohabitation entre les humains. Nous sommes à l'opposé d'une conception tendant à concilier « écologie et politique » [Gorz] ou bien à redéfinir la notion de progrès comme essaie de le faire Christian Comélieu [2006].

Pour les théoriciens de la décroissance et du refus du développement, la coupable est finalement la Raison, confondue avec la rationalité capitaliste, qui a désacralisé, « désenchanté » le monde. La nécessaire critique de l'instrumentalisation de la Raison tombe alors dans un relativisme qui met sur le même plan la science et la croyance. Or, s'il existe des croyances au sein de la science – l'économie en est un bel exemple –, la science possède des garde-fous – la Raison précisément et la vérification – qui lui évitent de se perdre dans la crédulité. Derrière la critique de la Raison, il y a le rejet des Lumières et de l'idée même que puissent être

construits des droits universellement respectés pour tous les humains.

Le début de succès des thèses en faveur de la décroissance est dû, au moins en partie, aux échecs des expériences du XX^e siècle et notamment à la difficile prise en compte par les mouvements sociaux et le marxisme traditionnel de la dimension de l'écologie. Celle-ci est devenue un impératif. Son inscription dans le champ social et politique en est un autre. Mais elle implique l'abandon de l'idée qu'il existe un ordre social naturel. La synthèse entre des objectifs sociaux (un développement au service de tous) et des préoccupations écologiques (une soutenabilité de ce développement) est à ce prix. La nature ne peut être ni objet, comme dans le capitalisme productiviste, ni sujet, théorisé par l'écologie profonde, mais un projet puisque l'Homme porte seul la responsabilité de le penser. Tel serait un humanisme renouvelé à propos d'un développement véritablement soutenable, socialement et écologiquement, alliant l'équité intra-générationnelle et l'équité inter-générationnelle.

Bibliographie

Ariès P. [2005], *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Ed. Golias.

Attac (dir. J.M. Harribey) [2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits.

(dir. J.M. Harribey) [2006], *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits.

Banque mondiale [2004], *Rapport sur le développement dans le monde*, « Des services pour les pauvres », Paris, Ed. Eska.

Bernard M., Cheynet V., Clémentin B. (coord.) [2003], *Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse*, Silence, Paris, Ed. Parangon.

Bourdieu P. [1988], *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Ed. de Minuit.

Carrel A. [1935], *L'Homme, cet inconnu*, Paris, Plon.

Charbonneau B. [1973], *Le système et le chaos*, Paris, Anthropos, rééd. Economica, 1990.

Comélieau C. [2006], *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Paris, Seuil.

Commission mondiale sur l'environnement et le développement [1987], Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve.

Daly H.E. [1992], « Il n'y a pas de croissance durable », *Transversales Science/Culture*, n° 13, janvier-février, p. 10-11.

[1996], *Beyond growth, The economics of sustainable development*, Boston, Beacon Press.

De Jouvenel B. [1968], *Arcadie, Essais sur le mieux-vivre*, Paris, Gallimard, 2002.

Di Méo C. [2006], *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan.

Dupuy J.P. [2002], *Pour un catastrophisme éclairé, Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil.

Ehrlich P.R. [1972], *La bombe P*, Paris, Fayard.

Ellul J. [1954], *La technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, A. Colin, rééd. Paris, Economica, 1990.

Galbraith J.K. [1975], *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy.

Georgescu-Roegen N. [1979], *La décroissance: Entropie-Ecologie-Economie*, 2^e éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995.

Goldsmith E. [2002], *Le Tao de l'écologie*, Monaco, Ed. du Rocher.

Gorz A. [1975], *Ecologie et politique*, Paris, Seuil.

[1988], *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée.

Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

- [2005], « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, n° 26, second semestre, p. 349-365.
- Hirschmann A.O. [1991] *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.
- Illich I. [1971], *Une société sans école*, Paris, Seuil.
 [1973], *La convivialité*, Paris, Seuil.
 [1975], *Némésis médicale*, Paris, Seuil.
- Jonas H. [1979], *Le principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique*, éd. fr. Paris, Ed. du Cerf, 1990.
- Keynes J.M. [1930], *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, in *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot, 1971, p. 127-141.
 [1936], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* Paris, Payot, 1969.
- Latouche S. [1989], *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.
 [2001], « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai.
 [2003], « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in C. Comelieu (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 123-134.
 [2006], *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard.
- Malthus T.R. [1798], *Essai sur le principe de population*, Paris, Flammarion, 1992.
 [1820], *Principes d'économie politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.
- Marx K. [1857-1858], *Principes d'une critique de l'économie politique*, in *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome 2.
- Marx K., Engels F. [1848], *Manifeste communiste*, in *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome 1.
- Meadows D. [1972], *Halte à la croissance?*, Paris, Fayard.
- Mill J.S. [1848], *Principes d'économie politique*, éd. fr., Paris, Dalloz, 1953, Textes choisis et Préface par F. Trevoux.
- Morin E. [2001], *La méthode, 5. L'humanité de l'humanité, L'identité humaine*, Paris, Seuil.
- Naess A. [1973], « The shallow and the deep long range ecology movement, A summary », *Inquiry*, n° 16, p. 95-100.
- Partant F. [1988], *La ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, Cahiers Libres.
- Passet R. [1979], *L'économie et le vivant*, Paris, Payot, 2^e éd. Paris, Economica, 1996.
- Polanyi K. [1944], *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- Ricardo D. [1817], *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1992, Paris, GF-Flammarion.
- Rist G. [1996], *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 2^e éd. 2001.
- Rosset C. [1993], *Logique du pire*, Paris, PUF, Quadrige.
- Rostow W.W. [1960], *Les étapes de la croissance économique, Un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.